EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 8 juillet 2011

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 130 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Christian AMIRATY - Sylvie ANDRIEUX - Sonia ARZANO - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-luc BENNAHMIA - Jean-Marc BENZI - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Alexandre BIZAILLON - Olivier BLANC - Jean-Louis BONAN - Sylvia BONIFAY - Patrick BORE - Miloud BOUALEM - Valérie BOYER - Vincent BURRONI - Xavier CACHARD - Philippe CAMILLIERI - René CAMPIONI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Jean-Marc CORTEGGIANI - Vincent COULOMB - Alain CROCE - Claude DAUMERGUE - Didier DAVITIAN - Nicole DESMATS - Eric DIARD - Pierre DJIANE - Jacqueline DURANDO - Frédéric DUTOIT - Joël DUTTO - André ESSAYAN - Jean-Pierre FOUQUET - France GAMERRE - Didier GARNIER - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Bernard GIRAUD - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - Gérard GRAUGNARD - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Gérard GUISSANI - Robert HABRANT - Haouaria HADJ CHICK - Paul HUBAC - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Catherine JALINOT - Laurence JOUANDON - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Albert LAPEYRE - Alain LAURENS - Laurent LAVIE - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Christophe LOPEZ - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MAGRO - Robert MALATESTA - René MALLEVILLE - Myriam MALLIA - Christophe MASSE - Henri MATTEI - Martine MATTEI - Jacqueline MAURIC - Christian MAYADOUX - Patrick MENNUCCI - Lucien MERLENGHI - Danielle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINE - Bernard MOREL - Jean-Louis MOULINS - Renaud MUSELIER - Sylvie NESPOULOUS - Jérôme ORGEAS - Frédéric OUNANIAN - Benoît PAYAN - Pierre PENE - Gérard PEPE - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Guy PONTOUS - Roland POVINELLI - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre RAVOUX - Jean-Pierre REPIQUET - Jean-Louis RIVIERE - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Philippe SAN MARCO - Gérard SBRAGIA - Pierre SEMERIVA - Christel SIMONETTI-ACHARD - Paul SORGE - René TAVERA - Guy TEISSIER - Maxime TOMMASINI - Claude TORNOR - Jean-Paul ULIVIERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Jean VIARD - Charles VIGNY - Clément YANA.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Francis ALLOUCH représenté par Vincent COULOMB - Michel AMBROSINO représenté par Christian MAYADOUX - Gérard BISMUTH représenté par Roland POVINELLI - Roland BLUM représenté par Renaud MUSELIER - Joëlle BOULAY représentée par Olivier AGULLO - Jean BRUNEL représenté par Corinne LEGAL - René CANEZI représenté par Marie-Thérèse CARDONA - Jean-François DENIS représenté par Laurent LAVIE - Eric DI MECO représenté par Maxime TOMMASINI - Victor Hugo ESPINOSA représenté par Vincent GOMEZ - Mireille FOURNERON représentée par Jacqueline MAURIC - François FRANCESCHI représenté par Robert MALATESTA - Mourad KAHOUK représenté par Jean-Marc CORTEGGIANI - Abdelwaab LAKHDAR représenté par Patrick MAGRO - Eric LE DISSES représenté par Patricia COLIN - Michel LO IACONO représenté par Guy PONTOUS - Jean-Paul MARIA-FABRI représenté par Henri MATTEI - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX représentée par Marc POGGIALE - Christine ORTIZ représentée par Frédéric DUTOIT - Gilles PAGLIUCA représenté par Catherine JALINOT - Marie-Madeleine PANCHETTI représentée par Marie-Thérèse MINASSIAN - Jacques ROCCA SERRA représenté par Jean-Louis MOULINS - Jean-Louis TIXIER représenté par Patrick BORE - André VARESE représenté par Michelle GUEYDAN - Karim ZERIBI représenté par Pierre SEMERIVA.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Daniel SIMONPIERI - Maurice TALAZAC.

Monsieur Le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

FCT 005-414/11/CC

■ Avis de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) des Bouches-du-Rhône

CABINET 11/6694/CC

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Communauté le rapport suivant :

En application de la loi n°20-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, le Préfet des Bouches-du-Rhône a présenté le 22 avril 2011, lors de la réunion d'installation de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale (CDCI) des Bouches-du-Rhône, le Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale (SDCI).

Aux termes de la loi du 16 décembre 2010, dont l'un des objectifs est l'achèvement et la rationalisation de l'intercommunalité, le SDCI proposé par le représentant de l'Etat doit répondre à plusieurs objectifs :

- couvrir intégralement le territoire par des EPCI à fiscalité propre et la suppression des enclaves et discontinuités territoriales ;
- constituer des EPCI à fiscalité propre à partir de 5.000 habitants sauf en montagne ou cas particulier ;
- améliorer la cohérence spatiale des EPCI au regard notamment des périmètres des unités urbaines, des bassins de vie et des SCOT ;
- accroître la solidarité financière entre les différentes collectivités ;
- réduire le nombre de syndicats de communes et de syndicats mixtes ;
- rationaliser les structures compétentes en matière d'aménagement de l'espace, de protection de l'environnement et de respect des principes de développement durable.

L'article L5210-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le projet de SDCI est adressé pour avis aux conseils municipaux des communes et aux organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes concernés par des propositions de modification de la situation existante en matière de coopération intercommunale. Ces derniers disposent d'un délai de trois mois, à compter de la notification du SDCI (soit le 22 avril pour le département des Bouches-du-Rhône) pour délibérer et formuler un avis.

Pour les Bouches-du-Rhône, les préconisations du représentant de l'Etat, visant à la rationalisation de la carte intercommunale, portent sur trois points :

- la suppression d'une discontinuité territoriale et l'intégration de communes isolées ;
- la rationalisation de la carte des syndicats intercommunaux et mixtes ;
- la rationalisation de la carte des EPCI à fiscalité propre.

Ces préconisations impactent différemment les cent dix-neuf communes et les neuf EPCI constituant aujourd'hui le paysage intercommunal du département. Ce présent rapport se limite à traiter les questions concernant strictement la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et ses communes membres.

- La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole est directement concernée par la préconisation de suppression d'une discontinuité territoriale. En effet, le SDCI prescrit l'intégration de la commune de Cuges-les-Pins à la Communauté urbaine MPM. La commune de Cuges-les-Pins, membre de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, présente en effet une discontinuité territoriale par rapport à son EPCI actuel. La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, dont le territoire est limitrophe, est l'EPCI voisin le plus intégré. Le SDCI précise en effet que les autres EPCI à fiscalité propre, limitrophes de la commune de Cuges-les-Pins sont situés dans le Var, la Communauté de communes Sud Sainte Baume et celle de Sainte Baume Mont Aurélien, et que leur niveau d'intégration est moins élevé.

Au regard de cette préconisation préfectorale, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole entend réaffirmer très fortement son attachement au principe d'autodétermination des intercommunalités et des communes qui les composent. A ce titre, la Communauté urbaine est évidemment prête à accueillir la commune de Cuges-les-Pins. Dans le même temps, la Communauté urbaine entend affirmer très solennellement qu'elle n'a aucune volonté annexionniste, que ce soit vis-à-vis de Cuges-les-Pins ou d'autres communes limitrophes, comme les Pennes-Mirabeau par exemple.

Par ailleurs, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole est particulièrement attentive à l'expression de la volonté des populations, des communes et des EPCI concernés. En l'occurrence, elle a pris acte des délibérations d'ores et déjà adoptées, tant par la commune de Cuges-les-Pins que la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

- S'agissant de la préconisation préfectorale de rationalisation de la carte des syndicats intercommunaux et mixtes, impliquant la réduction du nombre de syndicats intercommunaux ou de syndicats mixtes fermés, et notamment ceux devenus obsolètes, peu actifs ou présentant des chevauchements de compétences, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et les 18 communes qui la composent sont relativement peu impactées.

La dissolution préconisée du Syndicat mixte des transports de l'Est de l'Etang de Berre (SMITEEB) apparaît prématurée. La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à l'instar de l'ensemble des EPCI concernés, considère qu'il est nécessaire à ce stade de laisser les EPCI et les communes intéressées s'organiser entre eux afin de trouver la solution la plus efficiente pour l'évolution de ce syndicat mixte.

Pour la proposition de fusion des PIDAF, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en la refusant, se conforme à la position unanime des EPCI concernés et des communes. D'autant que ces syndicats mixtes concernés ont comme caractéristique d'être constitués partout à partir des volontés communales et du savoir-faire des acteurs de terrain.. Enfin la fusion des PIDAF mettrait fin à la logique de la gestion à l'échelle de chaque massif, dont chacun s'accorde à dire qu'elle a fait ses preuves.

- Enfin au regard de la préconisation de rationalisation de la carte des EPCI à fiscalité propre, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n'est pas directement impactée, et même si elle peut l'être de manière incidente, elle entend, très respectueuse qu'elle est de l'autodétermination de chaque collectivité territoriale, ne pas prendre position sur cette question.

Lors de la réunion de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale (CDCI) du 22 avril 2011, le Préfet, au-delà des prescriptions contenues dans le projet de SDCI, a proposé la création d'un pôle métropolitain, tel que le permet la loi du 16 décembre 2010, considérant qu'à l'Est du département des Bouches-du-Rhône, le fait métropolitain s'affirmait aujourd'hui comme une réalité géographique, sociologique et économique reconnue de tous.

Le représentant de l'Etat, dans son exposé, est revenu sur l'historique de l'émergence et de l'affirmation de ce fait métropolitain, à travers notamment les travaux de l'OREAM (ex-DATAR) qui, il y a plus de 40 ans déjà, inventait le concept territorial et opérationnel d'« Aire métropolitaine Marseillaise », et de toute une série d'études économiques, d'urbanisme et de mobilité, qui, depuis les années 1990, convergent toutes vers la reconnaissance de l'existence, à l'intérieur des frontières du département des Bouches-du-Rhône, de ce que l'on peut nommer une métropole. Il met en exergue que le fait métropolitain est aujourd'hui une réalité qui trouve des traductions concrètes à travers un certain nombre de réalisations :

- une unité de territoire : l'aire métropolitaine Marseillaise, dont la majorité du territoire est recouverte par une aire urbaine (les six EPCI actuels : MPM, CPA, CAPAE, CPAM, Agglopolé Provence, SAN Ouest Provence)
- une unité de projets (réalisations, démarches en cours, projets actés) :
 - . le Grand Port Maritime de Marseille
 - . l'opération d'intérêt national Euroméditerranée
 - . ITER
 - . Marseille-Provence 2013, capitale européenne de la culture
 - . le Plan Campus et la fusion des trois universités
- une unité fonctionnelle :
 - . le syndicat mixte des transports du département, créé en 2010.

Compte tenu de ces éléments et de la volonté du législateur de favoriser une coopération renforcée entre territoires urbains, le Préfet des Bouches-du-Rhône avait la possibilité de proposer que l'aire de continuité urbaine d'Aubagne/Marseille/Aix/Étang-de-Berre regroupant les six EPCI de l'Est du département devienne le périmètre d'une nouvelle structure de coopération intercommunale, de type Communauté urbaine élargie.

Cependant, le Préfet y a renoncé, ayant pris acte de l'opposition unanime des EPCI (cf la déclaration des Présidents des neuf intercommunalités du 7 janvier 2011) à la création d'une structure fortement intégrée, de type grande métropole, considérée comme prématurée aujourd'hui compte tenu de l'histoire récente de la plupart des EPCI (exemple de la Communauté urbaine MPM créée en 2000).

Aux termes de la loi et de l'article L5731-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le pôle métropolitain est un établissement public constitué par accord entre des EPCI à fiscalité propre, en vue d'actions d'intérêt métropolitain en matière de développement économique, de promotion de l'innovation, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la culture, d'aménagement de l'espace par la coordination des schémas de cohérence territoriale dont le périmètre est identique à celui des EPCI qui composent le pôle, et de développement des infrastructures et des services de transport, afin de promouvoir un modèle de développement durable du pôle métropolitain et d'améliorer la compétitivité et l'attractivité de son territoire, ainsi que l'aménagement du territoire infra-départemental et infra-régional. L'article L5731-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise également que les organes délibérants de chaque EPCI se prononcent par délibérations concordantes, sur l'intérêt métropolitain des compétences transférées au pôle métropolitain.

Le représentant de l'Etat a préconisé la constitution d'un pôle métropolitain regroupant, sur le périmètre de l'aire urbaine d'Aubagne/Marseille/Aix/Étang de Berre, les six EPCI à fiscalité propre. Plus qu'une structure de coopération, Monsieur le Préfet propose d'en faire une véritable structure de projet.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole partage, comme l'ensemble des autres intercommunalités, le constat dressé par le Préfet sur l'existence concrète d'un fait métropolitain. La Communauté urbaine s'inscrit dans la démarche de coopération des EPCI des Bouches-du-Rhône, telle qu'affirmée en janvier 2011 et confirmée le 6 mai 2011 lors de la conférence des Présidents d'EPCI réunie à Aix-en-Provence. La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole est très favorable à la constitution d'un pôle métropolitain avec les territoires volontaires, s'attachant ainsi à respecter scrupuleusement les notions de liberté locale et d'autodétermination. La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n'a donc aucune objection particulière à formuler sur le périmètre de ce pôle métropolitain. La Communauté

urbaine Marseille Provence Métropole, si elle est très volontaire dans cette démarche coopérative, entend prêter une attention toute particulière au contenu de ce pôle. La question du contenu du pôle est déterminante, car ce dernier se doit d'être efficient et efficace. Il s'agit là d'une condition nécessaire et indispensable à l'engagement plein et entier de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole dans ce projet.

Parallèlement, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pourrait décider d'opter pour le statut de Métropole, tel que le prévoit l'article L5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisqu'elle forme un ensemble de plus de 500.000 habitants. Pour Marseille Provence Métropole, une telle transformation, à périmètre constant, s'inscrirait naturellement dans une nécessaire et légitime (au même titre que pour chacune des autres intercommunalités du département) affirmation de son territoire. Cette transformation permettrait également à Marseille Provence Métropole d'améliorer sa capacité d'action, au service des communes et des populations qui la composent, en utilisant efficacement les outils mis en œuvre par le législateur.

La réflexion sur la transformation éventuelle de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en Métropole doit être entamée dès aujourd'hui. Elle ne peut cependant se concevoir, sans qu'une large concertation de l'ensemble des maires de MPM, ne soit menée. Et ce n'est qu'à l'issue de ce débat, que la question du changement de statut de Marseille Provence Métropole pourrait être inscrite à l'ordre du jour d'une séance du Conseil de Communauté.

Monsieur le Président propose au Conseil de Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur

Considérant

- Qu'il convient que la Communauté Urbaine se prononce sur le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale des Bouches-du-Rhône

Après en avoir délibéré :

Décide

Sur le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) et les préconisations préfectorales qui en ressortent :

Article 1 :

Conformément au principe d'autodétermination des communes et des intercommunalités, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole est opposée à l'intégration forcée de la commune de Cuges-les-Pins, telle que préconisée. Marseille Provence Métropole est, par contre, naturellement prête à accueillir la commune de Cuges-les-Pins si elle en manifestait le souhait.

Article 2 :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole est opposée à la dissolution forcée du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre (SMITEEB). Elle souhaite qu'un travail en commun, des EPCI et communes concernées, puisse être mené afin de trouver une solution opérationnelle à l'évolution nécessaire du statut du SMITEEB.

Article 3 :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole est opposée à la solution autoritaire visant à la fusion des Plans Intercommunaux de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF). Elle se conformera au choix de l'ensemble des EPCI concernés.

- Sur la préconisation hors Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de création d'un pôle métropolitain et sur l'organisation interne de l'EPCI :

Article 4 :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole reconnaît, à l'instar de l'ensemble des acteurs du territoire, l'existence du fait métropolitain. Elle est favorable à la création d'un pôle métropolitain, sur la base du fait métropolitain, et s'engage à travailler, activement, au contenu dudit pôle, avec les intercommunalités voisines, notamment la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix (CPA), La Communauté d'agglomération Salon-Etang de Berre-Durance (Agglopoles Provence), la Communauté d'agglomération Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CAPAE), la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues (CAPM), le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence (SAN) et toutes celles qui le souhaitent.

Elle attend des intercommunalités voisines qu'elles démontrent, concrètement, un engagement aussi fort dans la constitution de ce pôle métropolitain et dans la prise en compte des charges de centralité et des besoins de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et de ses habitants.

Parallèlement, et dans la logique d'affirmation de son territoire et dans l'amélioration de sa capacité d'action en utilisant efficacement les outils mis en œuvre par la loi du 16 décembre 2010, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole engagera une réflexion sur la transformation éventuelle de la Communauté urbaine en Métropole, et pourrait inscrire cette question à l'une de ses prochaines séances, à l'issue d'une analyse précise des avantages et des inconvénients d'une telle démarche et d'un large débat mené en concertation avec l'ensemble des maires de la Communauté urbaine, dans le respect de l'autonomie des Communes et dans celui de la gouvernance telle qu'elle existe depuis la création de la Communauté urbaine.

Pour Visa,
Le Vice-Président Délégué aux Ressources Humaines,
Moyens Généraux, Juridique

Bernard MOREL

Pour Présentation,
Le Président Délégué de la Commission
Fonctionnement de la Communauté
urbaine

Vincent COULOMB

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI